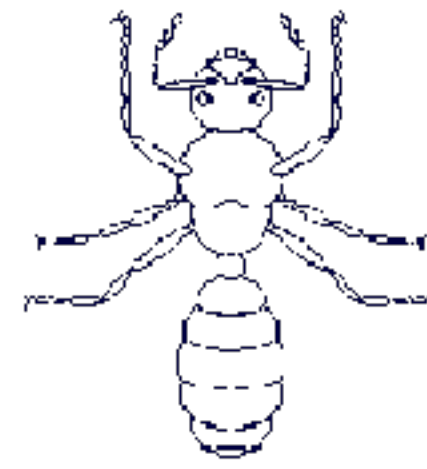


Le Termite

Bulletin publié par le Rezo-antiK



N°2
1^{er} mai 2007
Prix libre

EDITO

C'est bien parti pour ne pas s'arranger

21 avril 2002 : l'extrême droite arrive au 2^e tour. 22 avril 2007 : c'est au tour de la droite dure, au programme libéral enrichi de lepénisme. Pas de « sursaut républicain » pour dénoncer l'immonde cette fois. Pourtant, si le score du candidat de l'UMP avoisine les 30 %, c'est bien parce qu'il est allé chasser sur les terres du Front national en reprenant ses thèmes fétiches. Suivi de près par la candidate du PS qui n'en peut plus d'ordre juste, d'encadrement militaire des jeunes délinquants et de décorum tricolore. Délire sécuritaire, identité nationale et autres billevesées, toute démagogie est bonne pour ces gens-là.

Nous voici avec la situation déplaisante mais programmée d'un second tour avec deux candidats rivalisant à qui incarnera au mieux la sinistre trinité des valeurs du travail, de la famille et de la patrie, au nom du renouveau de la vie politique. Les grands médias, politologues et représentants des deux principaux partis bourgeois que sont l'UMP et le PS se réjouissent de ce qu'ils appellent « la victoire de la démocratie ». Dis-moi ce qui te réjouit en politique, je te dirai qui tu es...

Certes, la participation est record et la trouille d'avoir à nouveau Le Pen au second tour a motivé les électeurs à se mobiliser massivement. Mais au-delà, rarement la démocratie représentative n'aura donné lieu à un tel jeu de faux-semblant. La représentation politique apparaît nettement plus à droite que le pays réel. Il y a bien sûr une base importante, consolidée, y compris dans les milieux populaires, qui se positionne entre la droite libéralo-autoritaire de l'UMP et l'extrême droite. Mais en face ? Nombre d'électeurs sont allés « voter utile », pour Royal ou Bayrou selon les calculs tactiques, quand leur idées allaient bien plus à gauche que le PS. Car on peut difficilement croire qu'en plus des 44 % ayant voté Sarkozy, Le Pen ou de Villiers, eux certainement par conviction, plus d'un tiers de l'électorat adhère à la soupe libéralo-traditionaliste de Bayrou ou Royal.

Le monde réel, ce sont les mobilisations massives répétées depuis 2002 : dans la rue avec la grève contre la réforme des retraites de Fillon en mai-juin 2003, puis dans les urnes avec la sanction du gouvernement UMP aux régionales de 2004 ;

dans la rue avec la mobilisation des lycéens au printemps 2005, puis dans les urnes encore en mai 2005 avec le rejet du traité constitutionnel européen ; dans les cités avec les émeutes de novembre 2005, dans la jeunesse enfin au printemps 2006 avec le mouvement sans précédent contre le CPE et la loi dite d'égalité des chances.

Toutes ces mobilisations ont signifié un rejet massif des politiques libérales menées par la droite comme par la gauche, de la société autoritaire promise par Sarkozy comme par Royal. Le monde réel n'est pas fidèlement représenté à l'issue du premier tour, parce que ces élections ont été un jeu de poker menteur. Aux jeunes qui ont rejeté le CPE, Royal propose le CPC, contrat première chance, sa copie presque conforme ! Quand les commentateurs se réjouissent du retour de la gauche au deuxième tour, on assiste au retour d'une gauche de droite, plus à droite que ne l'était celle de Jospin déjà convertie au libéralisme sur le plan économique et social (privatisations record, attaques en règle contre les services publics, préparation de la réforme des retraites).

Il n'y a pas deux projets qui s'opposent entre Sarkozy et Royal. Tous les deux sont d'accord que le Medef doit continuer à faire la loi, que la priorité doit être la « rentabilité » c'est-à-dire le profit des actionnaires du CAC 40, et que les besoins fondamentaux de la population doivent passer loin derrière. Les attaques libérales que le premier promet de conduire à coups de matraques, la seconde aimerait les faire passer en fraude par la soi-disant « concertation ». Quelle que soit l'issue des élections, c'est mal parti pour la grande majorité des travailleurs, des chômeurs, des immigrés et des jeunes. Chacun des deux candidats promet son lot d'attaques anti-sociales assorti d'un discours nauséabond pétri de nationalisme et de conservatisme. Sur le fond, l'un comme l'autre prépare le terrain au fascisme.

La consolidation des institutions, pourtant sérieusement ébranlées depuis cinq ans, la reconstitution du clivage entre appareils de gauche et de droite, tout ce qui réjouit les médias aux ordres paraît bien superficiel et ne résistera pas à la casse sociale annoncée. Beaucoup de temps a été perdu depuis cinq ans, où le sursaut provoqué par l'accession de Le Pen au second tour n'a pas suffi à enclencher la constitution d'une nouvelle force politique. Aujourd'hui, pour les mois et les années à venir, il ne reste que deux choses à faire. Premièrement continuer à lutter quotidiennement contre les attaques, occuper le terrain, la rue, faire converger et porter nos revendications haut et fort. Et deuxièmement, pour agir efficacement, constituer un front anticapitaliste large pour faire déboucher les luttes sur une véritable alternative : pas un changement de chef d'Etat ni une 6^e république, mais le renversement d'un système inféodé au Medef et aux multinationales, et son remplacement par une société libre, autogérée, émancipée des exploités.

L'identité nationale de Le Pen à Ségolène

Pour récupérer le maximum des voix d'extrême droite Sarkozy a cherché à mettre au cœur de la campagne le thème de l'identité nationale. Une vieille ficelle pour éloigner les travailleurs de leurs préoccupations, et de leurs intérêts de classe. Derrière le phantasme d'unité, de solidarité, et de communion d'un même peuple c'est toujours le même subterfuge : les discours enflammés présentent le patron et l'ouvrier embarqués dans le même bateau, mais le navire appartient au patron et à fond de cale, c'est l'ouvrier qui rame. Le patron lui ne se trompe jamais de gouvernail.

L'un des objectifs du nationalisme c'est aussi de porter l'attention vers un bouc émissaire. La question est d'ailleurs explicite puisque Sarkozy propose un nouveau ministère chargé de relier les questions « de l'immigration et de l'identité nationale » : l'identité française c'est d'abord se poser tous unis... contre les autres. Jeu bien dangereux : qui est l'intrus ? qui est un bon français ? qui mérite d'en être exclu ? le gréviste ? le chômeur ? Qu'est ce que c'est avoir « l'esprit français » ? On peut parier que le « Ministère de l'identité nationale » saura en établir les critères.

Et pour l'inspiration, le régime de Vichy nous donne un bon exemple de ce que peut être un gouvernement soucieux de l'identité nationale.

Au fait, cette identité est censée porter des valeurs : mais on serait bien en peine de dire ce que sont les valeurs de la France. Celles des idéaux de la révolution française et des Lumières ? celles de la colonisation et de ses massacres ? celles de la liberté, de l'égalité et de la fraternité ? celles de Vichy, celles de la laïcité, celle du christianisme, celles de l'athéisme ? celles de la Commune de Paris ?

Une identité ne porte aucune valeur à proprement parler, surtout pas quoiqu'il en dise, les valeurs de la République, la démocratie, la laïcité ou l'égalité. Car ce sont des principes. Dans son extrême confusion, Sarkozy mélange tout. L'identité est un fait, une tradition sédimentée. C'est ce qui doit être renversé pour que les choses avancent et que l'Histoire s'écrive. Heureusement, les révolutionnaires de 1789 ont contesté que la France de l'Ancien Régime ait une identité éternelle, d'essence divine, et ont aboli la royauté. Au nom de principes nouveaux et égalitaires. L'identité française a longtemps exclu du vote les femmes qui étaient privées de ce droit. Les mêmes principes égalitaires ont heureusement encore piétiné l'identité française pour l'imposer et créer de nouvelles valeurs.

L'identité c'est l'ancien, ce qui ne bouge plus, ce qui est mort. C'est aussi ce qui sépare les uns des autres. L'identité nationale c'est le nom que prennent les peurs et les vieilles idées. C'est le repli sur soi et sur ce qui a toujours été, la peur des autres et de l'avenir. C'est le début de la barbarie.

Quand Ségolène Royal s'enchaîne elle même sur ce terrain en parlant par exemple du devoir de chaque français de posséder un drapeau tricolore, elle prouve qu'il y a un continuum entre tout le personnel politique bourgeois, de l'extrême droite aux « socialistes ». Elle aura beau invoquer pour identité les idéaux des Lumières, ou l'identité d'une France ouverte et généreuse, elle joue sur le même terrain que Sarkozy. Au drapeau tricolore et à la Marseillaise, les travailleurs ont su opposer leurs propres drapeaux et d'autres hymnes : ce ne sont pas ceux d'une identité mais d'un combat, et d'un projet social d'émancipation.

Liberté pour Cesare Battisti

Cesare Battisti a été interpellé dimanche 18 mars 2007 à Rio de Janeiro sur ordre du Tribunal fédéral suprême brésilien, en réponse à une demande d'extradition du gouvernement italien, a indiqué la police brésilienne. Battisti est également toujours sous le coup d'un mandat d'arrêt international émis en août 2004 par la cour d'appel de Paris. Son arrestation a été menée avec la participation de membres français de l'organisation internationale de la police, Interpol, selon la police brésilienne. Tout ça en dit long sur la police brésilienne qui, comme toutes les polices, n'est qu'une milice au service du capital. Et, pour le coup, au service des ambitions présidentielles d'un petit arriviste fascisant.

En 1977 Battisti était militant des Prolétaires Armés pour le Communisme, en Italie. Réfugié ensuite au Mexique puis en France, il mena son travail d'écrivain sans vague ni violence et ce depuis 29 ans. Le but de la manœuvre est de faire extraditer Cesare Battisti vers l'Italie pour qu'il y purge une peine de prison à perpète, pour 4 meurtres qu'il nie avoir commis (près de 200 activistes emprisonnés en Italie dans des conditions similaires). Notons qu'il a été condamné en son absence, donc n'a pas pu se défendre, mais que la loi italienne ne prévoit en aucun cas de le rejuger. *« Le procès a eu lieu en Italie dans le contexte des années de plomb, où les assassins d'extrême droite bénéficiaient de complicités dans l'appareil d'Etat et d'une impunité de la part de la justice, pendant que l'extrême gauche était en butte à une répression féroce »*, rappelle à juste titre Alternative Libertaire. La Justice officielle est loin de condamner tous les actes de violence.

Les activistes de droite, et notamment ceux qui ont déposé une bombe dans la gare de Bologne (80 morts), sont libres en Italie alors qu'ils ont avoué leur crime (il s'agissait des services secrets du réseau Gladio, également existant en France, mis en place par l'OTAN). Il en est de même en France pour les activistes de l'OAS, en vertu du principe selon lequel, un tiers de siècle après des périodes de « guerre civile larvée », il ne faut pas rouvrir les plaies. Et en France aussi, les militants d'Action Directe sont en train de crever en taule, pour ceux qui n'y sont pas déjà mort. La justice républicaine n'est qu'une justice de classe.

Le gouvernement Prodi en Italie comme les guignols du deuxième tour de l'élection présidentielle française, tous sont pour la collaboration policière et judiciaire à l'échelle européenne. Leur Europe capitaliste est à leur image, quoi qu'ils promettent : l'esclavage ou la taule pour les pauvres, le caviar et la liberté absolue pour la petite poignée de riches qui dirige l'économie et la politique.

Dans ce contexte, quel peut être l'avenir judiciaire de Cesare Battisti ? Tout dépend des décisions que va prendre la justice brésilienne. Si Cesare Battisti est extradé vers l'Italie, il sera immédiatement placé sous les verrous et passera le restant de ses jours en prison, sans jamais avoir rencontré un juge. En plus, Cesare Battisti a toujours déclaré être innocent quant à ces 4 meurtres, en 1978-1979, dont celui d'un bijoutier milanais. La Ligue des Droits de l'Homme rappelle que « *Cesare Battisti n'a été condamné – sans aucune preuve matérielle – que sur la base de deux témoignages de « repentis », qui ont acheté par leurs accusations d'importantes remises de peine pour les crimes qu'ils avaient commis* ».

Il faut dire que la tendance de notre époque est de qualifier tout combat militant armé de terroriste. De là à assimiler convictions politiques et fanatisme religieux, le pas est franchi depuis longtemps : tout est permis pour fortifier la dictature du capital ! Et dire que Cesare Battisti a quitté les Prolétaires Armés pour le Communisme en raison d'un désaccord sur les méthodes violentes employées...

Certains se mobilisent déjà, au Brésil ou en France. Avec eux, exigeons la libération de Cesare Battisti, l'arrêt des poursuites contre lui et la fin définitive des menaces d'extradition à son égard comme à celui des autres militants italiens d'extrême gauche réfugiés en France. Ensemble aussi, exigeons la libération des militants d'Action Directe.

Gorna, pour le Rezo-antiK

RESF-54

Le Réseau Education Sans Frontières (RESF-54) est une émanation du Collectif des Sans Papiers qui tient une permanence hebdomadaire à Nancy depuis 10 ans. RESF-54 s'est constitué en mars 2006 en même temps qu'un groupe local de l'UCIJ (Uni(e)s contre une Immigration Jetable). RESF s'occupe de défendre les enfants scolarisés de parents sans-papiers menacés d'expulsion.

Les premières réunions de RESF-54 ont rassemblé beaucoup de monde. Un certain nombre d'actions ont été décidées :

- 1) Information de tous ceux qui sont en relation avec des enfants scolarisés : enseignants, parents d'élèves, travailleurs sociaux, etc. : diffusion d'un tract explicatif donnant l'adresse mail et le n° de portable du réseau.
- 2) Campagne de signature, menée avec l'UCIJ, de la pétition nationale « Nous les prenons sous notre protection », notamment avec tenue de stands lors de diverses manifestations.
- 3) Signatures de pétitions de soutien à des enfants scolarisés dans des établissements scolaires de l'agglomération de Nancy.
- 4) Parrainages : Etant donné que RESF est informel, les actions de parrainage, entre autres, sont souvent liées à la situation géographique et sont engagées à l'initiative de militants locaux ayant connaissance de cas d'enfants scolarisés risquant l'expulsion. Ainsi, un parrainage a été organisé à la Maison du Peuple à Nancy (local CGT, rue Drouin) le 4 juillet. 10 enfants (4 familles) ont été parrainés par deux parrains/marraines chacun : un citoyen ordinaire et un élu. A Essey, 3 enfants ont été parrainés par 3 élus. Il y a eu des parrainages également à Pompey (6 enfants), Neuves-Maisons, Longwy... Ces parrainages ont été couverts par les médias locaux. Bien évidemment, le fait de parrainer entraîne des obligations de suivi des familles et de leurs dossiers : les parrains (entre autres certains élus), les bénévoles de la permanence du Collectif des Sans Papiers s'y emploient.
- 5) Concert le dimanche 2 juillet organisé principalement par l'UCIJ avec la participation de RESF
- 6) Pour l'été, RESF a mis sur pied un réseau de vigilance qui d'ailleurs n'a pas été sollicité.

- 7) A la rentrée de septembre, diffusion d'un tract court avec rappel des coordonnées de RESF-54 et de la permanence.
- 8) Récemment RESF-54 a relayé la pétition sur Internet de l'appel des cinéastes « Laissez-les grandir ici » que l'on peut trouver sur le site national de RESF.
- 9) Par ailleurs, avant les vacances de printemps, 4 pétitions ont été signées dans 4 établissements scolaires, à Toul, Tomblaine et Essey, en soutien à 4 élèves. Les photocopies de ces pétitions ont été adressées au préfet.
- 10) RESF-54 soutient également l'action de RESF-57 et de l'UCIJ-57 contre l'ouverture du centre de rétention à Metz.

Dans la pratique RESF-54 n'est pas sollicité en tant que tel : pas d'appels sur le téléphone portable, pas de messages e-mail. En fait, les personnes ayant besoin d'aide s'adressent directement à la permanence du Collectif des Sans-Papiers (parfois envoyées par leurs travailleurs sociaux), ou bien elles téléphonent à l'avocate des sans-papiers, ou encore à la Ligue des Droits de l'Homme (LDH) qui les dirige vers la permanence.

Cependant RESF-54 reste vigilant et a les moyens de se mobiliser en cas d'urgence.

Pour nous contacter :

Tel : **06 12 39 08 80** [n° corrigé Sept.08]

E-mail : resf54@free.fr

<http://www.educationsansfrontieres.org/>

Courrier : c/o LDH , MJC Desforges. 27 rue de la République. 54000 Nancy

Permanences du Collectif des Sans-Papiers :

Vendredi de 18h30 à 20h

MJC Desforges. 27 rue de la République. 54000 Nancy



Quatre ans de guerre en Irak

L'Irak subit depuis quatre ans l'occupation néo-coloniale d'une coalition menée par l'armée états-unienne.

Quel résultat?

L'Irak est dévasté. Depuis le début de la seconde guerre du Golfe 650 000 Irakiens ont été tués. Le pays est en proie à une guerre civile provoquée par la destruction des liens sociaux, la dégradation de la situation matérielle après la première guerre de 1991, les 12 ans d'embargo, la guerre actuelle et une politique délibérée de division des peuples irakiens menée par l'occupant.

Quelles étaient les raisons de la guerre invoquées par les agresseurs?

La coalition impérialiste devait détruire les armes de destruction massive irakiennes, faire chuter l'ancien allié Saddam Hussein pour établir une démocratie et ainsi détruire l'un des soutiens de Ben Laden (lui aussi ancien allié.)

Nous savons maintenant qu'il n'y avait pas d'armes de destruction massive ni de lien entre Hussein et Ben Laden. En guise de démocratie, les Irakiens ont subi la destruction de leurs infrastructures, les exécutions et emprisonnements sommaires, la guerre civile et les droits des femmes bafoués.

Quelles étaient les vraies raisons ?

Les Etats-Unis et leurs alliés voulaient prendre le contrôle du pétrole irakien. Ce qui aurait permis d'enrichir les entreprises pétrolières états-uniennes, très liées au pouvoir politique et qui ont largement financé la campagne Bush. Cela aurait également permis d'affaiblir l'OPEP par un accroissement massif de la production irakienne.

La guerre devait renforcer la domination états-unienne au Moyen-Orient en se servant de l'Irak comme base militaire.

Les résistances

L'occupant doit faire face à une résistance intérieure importante. Plusieurs mouvements armés s'attaquent aux forces de la coalition et à ses collaborateurs. Certains d'entre eux s'en prennent malheureusement à la population civile innocente. La résistance sabote également la production du

pétrole. Elle empêche celle-ci d'atteindre son niveau d'avant guerre, faisant ainsi échouer l'un des principaux objectifs impérialistes.

D'importantes manifestations de masse ont lieu contre l'occupant (plus de 100 000 personnes à Najaf le 9 avril). Il faut ajouter que la grande majorité de la population irakienne est opposée à l'occupation (78 % de la population selon un sondage effectué par des médias anglais et allemands en mars).

Au niveau international, de multiples manifestations ont eu lieu. Le 17 mars à Washington, 50 000 personnes se sont mobilisées pour réclamer l'arrêt du conflit.

L'impérialisme états-unien est aujourd'hui en difficulté : la guerre coûte 1 milliard de dollars par semaine (argent pris sur ce qu'il reste de budgets sociaux), 160 000 soldats sont sur place, certains commencent à désertir et l'opinion états-unienne et mondiale est opposée à la guerre.

Nous devons contribuer à rendre encore plus massif le rejet de cette guerre et le rejet de toutes les politiques et agressions colonialistes et impérialistes.

Seb B pour le Collectif contre la guerre.



Prochain Café anticapitaliste organisé par le **Rezo-antiK**
Mercredi 9 mai, à 20h30

"L'écologie est-elle soluble dans le capitalisme ?"

Brasserie du stade (entre pépinière et canal)

Police partout, justice nulle part !



Pour avoir réalisé cette couverture d'un livre publié en 2001, le dessinateur Placid a été condamné à 500 euros d'amende pour « *injure envers une administration, en l'occurrence la police nationale* ». L'auteur et l'éditeur ont aussi été condamnés à 800 et 1000 euros d'amende.

C'est Daniel Vaillant, ministre de l'intérieur socialiste de l'époque, qui avait porté plainte le 5 décembre 2001 : « *J'ai, au nom du gouvernement et comme ministre de l'intérieur, porté plainte* » contre ce livre « *insultant et révoltant* » avait-il alors déclaré en brandissant sa plainte à bout de bras devant l'Assemblée nationale.

En solidarité, plus de 300 dessinateurs publient ces jours-ci un recueil de dessins sur le thème des cochons et de la police, intitulé *Tous Coupables*. A acheter tant qu'il n'est pas interdit !

Rezoscope

Bélier : Vous avez beaucoup d'envies en ce moment, expliquez-nous ce dont vous avez besoin, on vous expliquera comment vous en passer.

Taureau : Quelques obstacles se mettent au travers de votre chemin mais n'oubliez pas : une barricade ferme la rue mais ouvre la voie.

Gémeaux : Petite forme en ce moment mais n'oubliez pas que c'est moins le bruit des bottes qu'il vous faut craindre que le silence des pantoufles.

Cancer : Vous vous donnez beaucoup de mal au travail en ce moment mais une chose n'est pas nécessairement juste parce qu'on meurt pour elle.

Lion : Votre santé mentale n'est pas au plus haut de sa forme : participez aux activités du Rezo et ça ira mieux !

Vierge : Des conflits relationnels se préparent alors n'hésitez pas à déboutonner votre cerveau aussi souvent que votre braguette.

Balance : C'est le moment de vous taire plutôt que de parler aux flics, même de trucs que vous jugeriez anodins.

Scorpion : Vous vivez une période de solitude avec votre télé : débranchez-la !

Sagittaire : Vous manquez d'exercice. Mettez à profit les semaines à venir en allant manifester !

Capricorne : Quelques soucis financiers ces temps-ci, vous trouvez que l'argent est roi ? Ne vous plaignez pas, la violence est gratuite.

Verseau : Beaucoup de travail en ce moment, ralentissez car il ne faut pas perdre sa vie à la gagner.

Poisson : On achète votre bonheur, reprenez-le.

Vous voulez contribuer au Termite ?

N'hésitez pas à envoyer vos contributions, informations, coups de gueule, dates pour l'agenda, illustrations, bandes dessinées, etc.

Date limite pour le prochain n° : le 29 mai
à l'adresse : bulletin-rezo-antik@nancy-luttes.net

Qui sommes-nous ?

Après cinq ans de gouvernement Jospin, la faillite de la gauche plurielle (PS, PC et Verts) est révélée avec fracas au soir du 21 avril 2002 avec pour la première fois Le Pen au deuxième tour d'une présidentielle. Le bilan est sans appel pour la gestion sociale-libérale du capitalisme. A l'inverse, l'extrême gauche atteint près de 10 %, indiquant le besoin d'une politique alternative.

En mai-juin 2003, le gouvernement Raffarin réussit à provoquer l'un des plus gros mouvements sociaux depuis Mai 68 contre sa réforme des retraites. Suivi par un énorme rassemblement militant dans le Larzac à l'été, l'ampleur de la mobilisation, ainsi qu'une approche moins identitaire du militantisme indiquent que des ressources existent pour construire une nouvelle force politique anticapitaliste ancrée dans les luttes.

C'est ce contexte qui a conduit environ 80 militantEs de l'agglomération de Nancy, issuEs de différentes organisations syndicales, politiques ou associations (AL, ATTAC, Cacendr, CGT, CNT, FSU, La Rue Qui Gouverne, LCR, SUD...) et aussi de non-encartéEs à lancer le 1^{er} mai 2004 un appel, « *Rassemblons-nous pour en finir avec le capitalisme* », à l'origine du Rezo-antiK. Le projet de l'appel étant de construire un cadre commun à des militantEs provenant de différentes traditions (marxistes, libertaires, écologistes...), ne convergeant pas obligatoirement sur toutes les questions mais étant d'accord sur un socle minimum de principes anticapitalistes, et pas seulement antilibéraux. L'idée était alors de dépasser les clivages organisationnels sans gommer les différences, d'unir les forces sur ce qui pouvait l'être plutôt que de marcher séparément.

Trois ans plus tard, malgré des initiatives qui ont rencontré un relatif succès comme les Rencontres Anticapitalistes en janvier 2005, force est de constater que l'objectif initial du Rezo-antiK n'a pas du tout été atteint. Différents facteurs ont pesé dans ce sens, notamment le repli des organisations existantes sur elles-mêmes, et l'absence de relais au plan national y compris de la part d'organisations se déclarant officiellement favorables au rassemblement des anticapitalistes.

Le Rezo-antiK a malgré cela continué à fonctionner, bien que l'élan unitaire anticapitaliste ait été balayé par d'autres projets comme ceux aux contours flous du rassemblement antilibéral. Nous restons convaincuEs de la nécessité d'une force politique qui soit prête à défendre jusqu'au bout les intérêts des salariéEs, des sans-papiers, sans-logement, sans-emploi, c'est-à-dire d'une force qui mise sur les luttes plutôt que sur les élections, et qui ait pour projet de sortir du capitalisme plutôt que de l'aménager.

Le Rezo-antiK publie des tracts, participe à différentes luttes et collectifs, il est un lieu de confrontation et d'élaboration par le débat entre militantEs de différents horizons, notamment à l'occasion des cafés anticapitalistes. N'hésitez pas à participer à ses activités.